 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--


En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Dagneux
SIRET/SIREN
21010142400013
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
959 Route De Genève 01120 Dagneux - 04 72 25 11 80 – accueil@ville-dagneux.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Madame Le Maire : Carine COUTURIER
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Bureau d'études : Renaud GERGONDET
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
62 rue Bugeaud 69006 Lyon – 04 72 60 87 59 – renaud@gergondet.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
PLU de Dagneux
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approbation : 10/01/2014 https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=5.07532072685204&lat=45.85090792402761&zoom=13&mlon=5.075321&mlat=45.850908
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Dagneux
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Procédure de modification simplifiée concernant uniquement des adaptations ponctuelles de la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottet » et ses modalités d'aménagement.


3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui. <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT BUCOPA (Bugey – Côtière - Plaine de l'Ain) approuvé le 26 janvier 2017 puis modifié le 6 février 2023.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 applicable depuis avril 2022. Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022.
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Sans objet.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Elaboration du PLU (10/01/2014) : sans objet. Modification n° 1 (25/09/2015) : sans objet. Modification n° 2 (15/06/2021) : décision n°2020-ARA-KKU-1991 du 22/09/2020.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sans objet.
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Sans objet.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Sans objet.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sans objet.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Sans objet.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine				
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique				
Modification n° 3 (simplifiée) du PLU de Dagneux.				
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU				
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)				
4 819 habitants (recensement INSEE 2020).				
4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	685 hectares			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones U	254,9	37,2 %	Inchangées <i>Adaptation très ponctuelle de la limite entre la zone 1AUa et la zone UC, au bénéfice de cette dernière (environ 390 m²), ne faisant pas évoluer le tableau des superficies des zones.</i>	
Zones 1AU	6,6	1,0 %		
Zones 2AU	14,7	2,1 %		
Zones N	159,3	23,3 %		
Zones A	249,5	36,4 %		
Total	685,0	100 %		
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
PADD ne comportant pas d'objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain, mais mentionnant :				
<ul style="list-style-type: none"> « En complément des opérations cœurs de village, pour limiter la consommation d'espace, l'accueil des nouveaux habitants doit prioritairement s'appuyer sur l'utilisation des 				

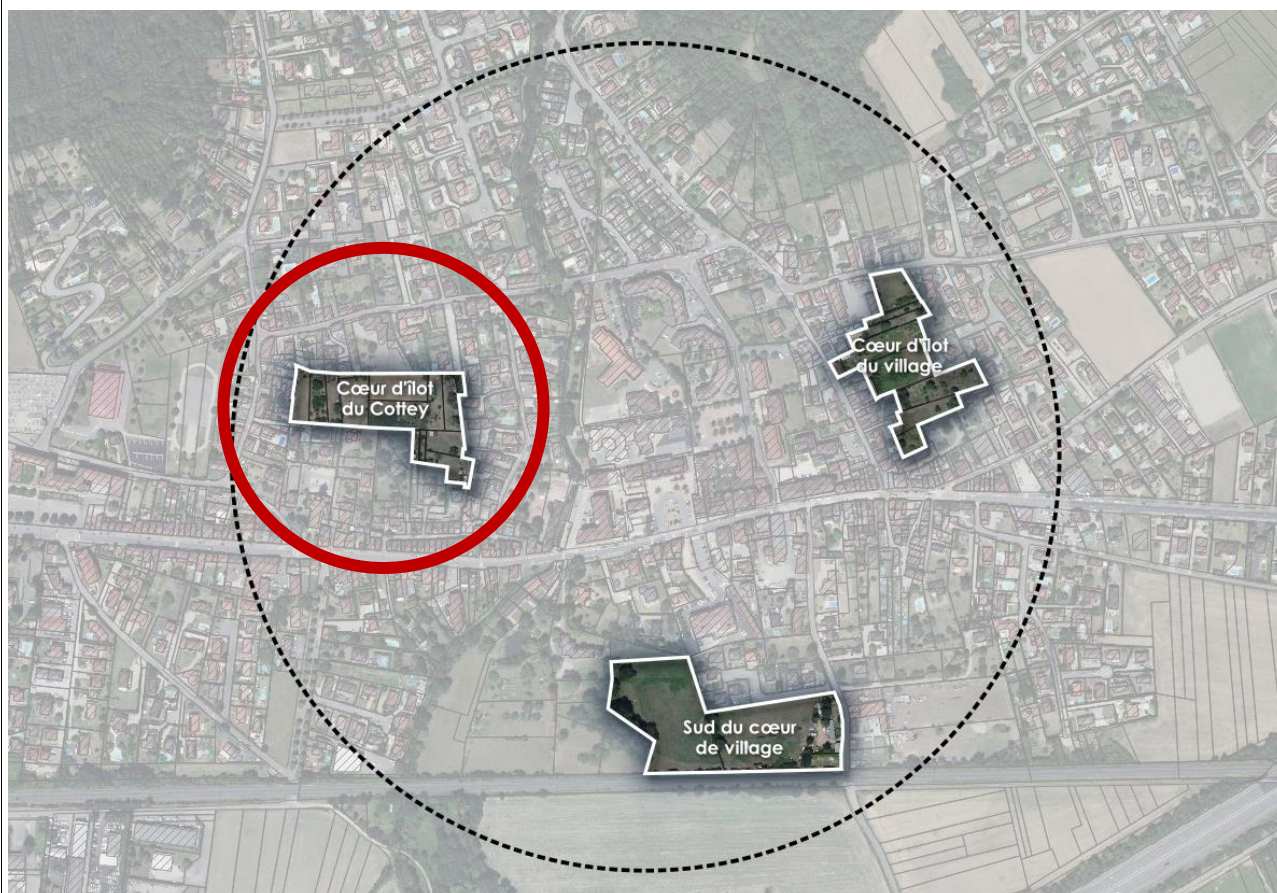
potentiels au sein du village :

- La Municipalité veut prendre en compte les possibilités de création de logements par réhabilitations (estimées à une cinquantaine) et divisions de terrains (une trentaine) ;
- Elle veut densifier le village dans les « dents creuses » existantes. Elle estime qu'une centaine de logements est ainsi réalisable ;
- Elle veut prévoir, à court, moyen, long et très long terme, l'urbanisation des secteurs de développement situés dans le tissu bâti ou inscrits dans sa stricte continuité, localisés dans l'étude AEU et faisant l'objet d'orientations ».
- « Pour phaser le développement tout en assurant un développement radioconcentrique, la Municipalité veut prévoir en priorité l'urbanisation des secteurs proches du cœur de village. Elle a ainsi retenu de permettre à court/moyen terme l'urbanisation des secteurs identifiés par l'étude AEU les plus proches du centre : cœur d'îlot du village, cœur d'îlot du Cottey et cœur d'îlot central, qui totalisant environ 115 possibilités de logements ».

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure de modification simplifiée concerne uniquement la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey », dont l'urbanisation est nécessaire pour poursuivre le développement résidentiel inscrit au PADD et pour lutter contre la carence de la commune en matière de logements sociaux. Son urbanisation relève donc de l'intérêt général.



Or cette zone fait l'objet d'une rétention foncière avérée constatée depuis l'approbation du PLU en 2014. La commune a modifié le PLU le 15 juin 2021 pour lutter contre cette rétention en permettant le phasage de la zone en deux tranches, ce qui s'est révélé utile mais insuffisant.

En effet, la rétention observée résulte de la situation foncière complexe de la zone : elle est constituée d'un gisement non bâti en cœur d'îlot composé essentiellement de fonds de jardins privés. Cette situation induit de multiples propriétaires, dont les tènements sont parfois scindés avec une partie rattachée à leur habitation (classée en zone UC) et une partie « fond de jardin » intégrée à la zone 1AUa.

Dans le cadre d'études récentes préalables à l'aménagement de la zone, plusieurs propriétaires ont émis des réserves qui motivent une rétention persistante de leur part :

- des propriétaires souhaitent, pour éviter une trop forte promiscuité avec les futurs résidents de la zone 1AUa, augmenter ponctuellement la partie de leur jardin privatif attachée à leur habitation ;
- des propriétaires accèdent actuellement à leur habitation via des parcelles incluses dans la zone 1AUa.



La présente procédure de modification vise à résorber ces rétentions en répondant aux attentes des propriétaires, estimées légitimes par la commune. Elles concernent :

- Le règlement graphique, pour ajuster ponctuellement la limite entre les zones 1AUa et UC afin de rattacher à cette dernière les parties « privatives » de quelques jardins (environ 390 m²) ;
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) graphiques, pour adapter les principes de voirie de desserte interne à la zone afin de préserver les dessertes privatives existantes.

Le règlement écrit et les OAP écrites sont inchangés.

Ces modifications ne constituent ainsi que des ajustements mineurs. Les principes fondamentaux inscrits au règlement et aux OAP demeurent, dont les objectifs de densité, de mixité sociale, de phasage et de connexions par des cheminements modes doux.

La présente procédure de modification participe ainsi à un triple objectif :

- résidentiel, en poursuivant le développement inscrit au PADD ;
- social, en promouvant la production de logements locatifs sociaux ;
- environnemental, en contribuant à la lutte contre l'étalement urbain grâce à l'optimisation de ce gisement non bâti composé de fonds de jardins inclus dans l'enveloppe urbaine.

Ces objectifs visent à mobiliser la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey », localisée à proximité du centre-bourg et occupée uniquement par des fonds de jardins, et contribuent ainsi à la lutte contre la consommation foncière. Ils s'inscrivent ainsi pleinement dans les objectifs inscrits au PADD et contribuent à la mise en œuvre :

- du SCOT BUCOPA ;
- du SRADDET d'Auvergne-Rhône-Alpes.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

- ☐ Oui
☒ Non

La zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey » est déjà constructible dans le PLU actuellement opposable. La modification ne vise qu'à l'adapter pour résorber les rétentions foncières dont elle fait l'objet.

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

- ☐ Oui
☐ Non

Sans objet.

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

- ☐ Oui
☒ Non

Les valeurs minimales et maximales approximatives de densité moyenne imposées dans les OAP, soit 25 à 30 logements/ha, sont inchangées.

Si oui, préciser la localisation et la superficie

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies

- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
– Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
– Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :

<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
– Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
– Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité

4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
– Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
– Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité

4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Dagneux n'est pas couverte un site Natura 2000. Le plus proche (ZSC « Milieux alluviaux et aquatiques du fleuve du Rhône, de Jons à Anthon ») se localise au Sud sur Balan et Niévroz à environ 800 mètres de la limite communale. Les points modifiés n'ont aucune incidence sur le réseau Natura 2000.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Dagneux est couverte par le plan de prévention des risques naturels (PPRN) approuvé le 21 décembre 2004.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	39 sites sont mentionnés à la carte des anciens sites industriels et activités de services (CASIAS) sur Dagneux.

Annexe II

stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'inventaire départemental des zones humides recense quatre zones humides sur Dagneux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • « La Sereine » (sur la totalité de son linéaire) ; • « Le Cotey 01 » et « Le Cotey 02 » (également sur la totalité de son linéaire) ; • « Etang de Neyron » en bordure du Cotey. <p>La zone 1AUa se tient à distance de ces zones humides et n'entretient aucune fonctionnalité directe ou indirecte avec ces celles-ci.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le SRADDET identifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un corridor écologique surfacique d'importance régionale à préserver ou restaurer globalement orienté Nord/Sud (reliant le Rhône à la Dombes) localisé à l'Est du village. • La ZNIEFF de type I mentionnée ci-après, qui figure en tant que réservoir de biodiversité ; • Les zones humides, également en tant que réservoir de biodiversité ; • Les cours d'eau qui cheminent sur le territoire comme axes constitutifs de la trame bleue : la Sereine, le Cotey et le Merdançon. <p>Le SCOT BUCOPA comprend un atlas cartographique de la trame verte et bleue qui reprend le fuseau</p>

			<p>du corridor écologique régional et les réservoirs de biodiversité déjà présentés.</p> <p>La zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey » n'entretient aucune relation avec ce corridor ni avec ces réservoirs et cours d'eau. La modification n'occasionne aucune incidence vis-à-vis de ces thématiques.</p> <p>En outre, dans le cadre de l'élaboration du PLU, la FRAPNA a mené l'étude d'un atlas de la biodiversité communale (repris dans le rapport de présentation du PLU). Cet atlas établit un diagnostic approfondi sur la biodiversité fondé sur des inventaires de terrain et identifie les habitats naturels, la flore, les principaux groupes de faune et les corridors biologiques de la commune, notamment dans l'enveloppe urbaine élargie. Cet atlas n'identifie aucun élément naturel concernant la zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey ».</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Dagneux est partiellement couverte par La ZNIEFF de type I « Vallon du cotey » localisée à l'extrémité Nord-Est de la commune dans la vallée du Cottey. Elle n'est couverte par aucune ZNIEFF de type II.</p> <p>Cette ZNIEFF de type n'est en rien concernée par la modification.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le PLU ne comporte aucun EBC, mais protège les boisements par une trame spécifique au titre de l'article L.123-1-5 7° (ancienne version du Code de l'urbanisme). Cette trame recouvre notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ripisylve du Cottey, des Avoux et des boisements attenants ; • Les boisements des vallons, de la Côtière et des collines du Châtel, de En Chanay et des Gabettes. Il s'agit notamment du corridor boisé au Nord-Est de la commune, qui, depuis Bressolles, emprunte la colline boisée de En Chanay pour relier la vallée du Cottey. • Les rares haies, particulièrement vulnérables, au sein du plateau et de la plaine. <p>Ces boisements ne sont en rien concernées par la modification.</p>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottey » est localisée en zone blanche – sans prescriptions – du PPRN approuvé le 21 décembre 2004.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La procédure de modification n'occasionne aucune incidence significative directe ou indirecte sur

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>les milieux naturels et sur la biodiversité.</p> <p>Aucun point modifié n'a d'incidence notable directe ou indirecte sur les réservoirs de biodiversité et sur les fonctionnalités écologiques.</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>La commune de Dagneux dispose d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE), dont la carte de type A localise les zones exposées au bruit à l'aide de courbes isophones, à plus de 55 dBA selon l'indicateur Lden et à plus de 50dBA selon l'indicateur Ln, avec un pas de 5 en 5dB(A). La zone 1AUa « Cœur d'îlot du Cottéy » est comprise dans l'enveloppe d'échelle des niveaux de bruit de 50 à 55 dBA, soit la plus faible</p> <p>Elle n'est par ailleurs pas couverte par les zones de bruits des infrastructures de transports terrestres (dont CFAL).</p>			
Si oui, précisez :			
<div style="border: 1px solid black; height: 40px;"></div>			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>
7. Autres procédures consultatives
<p>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</p> <p>Juin 2023.</p>
<p>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</p> <p>Néant.</p>
<p>7.3 Procédure de participation du public envisagée</p> <p>- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, préciser lesquelles</p> <p>- autre, préciser les modalités</p> <p>La procédure de modification relève d'une procédure « simplifiée » conformément aux articles L153-45 à L153-48 du code de l'urbanisme, et non « de droit commun ». Elle n'est en conséquence pas soumise à enquête publique mais à mise à disposition du public.</p>

8. Annexes			
8.1 Annexes obligatoires			
1	Dossier de révision, <u>modification</u> ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>	
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>	
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>	
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>	
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant			
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent			

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	Dagneux	le,	24/05/2023
Nom	COUTURIER	Prénom	Carine
Qualité	Maire de Dagneux		
Signature			
